

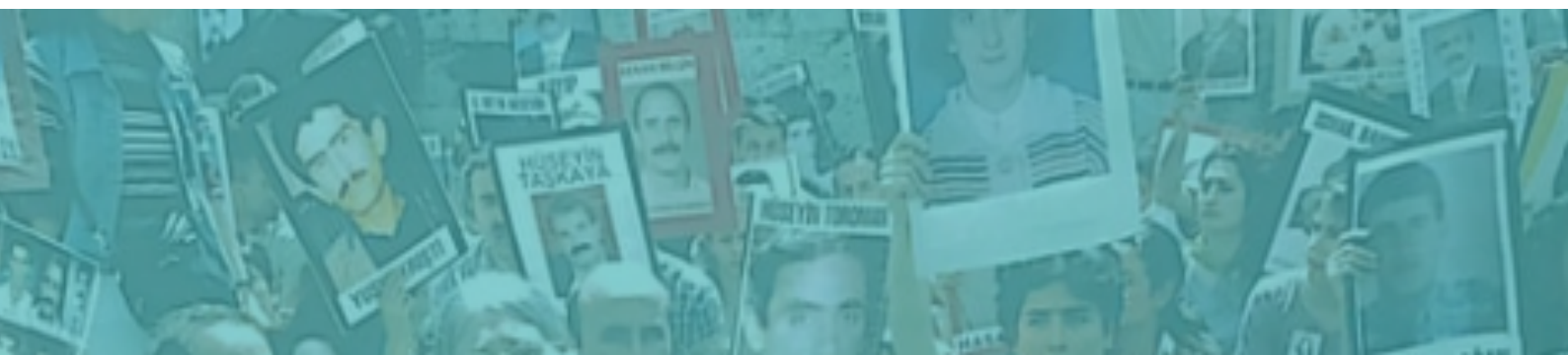


Déclaration euro-méditerranéenne sur l'impact des disparitions forcées sur les femmes

Assemblée des Femmes

VOIX LEVÉES, RÉSISTANCE, LUTTES PARTAGÉES

Istanbul, le 30 novembre 2025



Préambule

Réunies à Istanbul dans le cadre de l'Assemblée des femmes organisée par la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées (FEMED), nous, associations de familles de disparue·e·s, militantes féministes, défenseur·e·s des droits humains, juristes, chercheur·e·s et membres d'organisations de la société civile, avons élaboré la présente Déclaration euro-méditerranéenne sur l'impact des disparitions forcées sur les femmes.

Cette assemblée, tenue sur deux jours, s'est inscrite dans un contexte de répression politique croissante, marqué par la criminalisation des mobilisations sociales, les restrictions des libertés fondamentales et la persistance de l'impunité pour les violations graves des droits humains, en particulier les disparitions forcées. Dans ces contextes autoritaires, les femmes sont spécifiquement et durablement affectées par les disparitions forcées, tout en jouant un rôle central dans la résistance, la recherche de la vérité, de la justice et de la réparation.

L'Assemblée des femmes a constitué un espace transnational de rencontre, de solidarité et d'échanges, permettant de croiser expériences, analyses et stratégies autour de la lutte contre les disparitions forcées. À travers des tables rondes, des ateliers participatifs et des sessions stratégiques, nous avons mis en lumière les impacts genrés, multiples et souvent systémiques des disparitions forcées sur les femmes, ainsi que le rôle moteur de la transmission de la mémoire et la mobilisation collective.

Nos réflexions se sont articulées autour de d'axes majeurs : la défense des droits humains en contexte répressif ; le recours aux mécanismes internationaux de protection des droits humains et leurs usages stratégiques dans la lutte contre les disparitions forcées ; enfin, le rôle fondamental des archives, de la mémoire et de la documentation comme garanties essentielles pour lutter contre l'oubli, l'effacement et l'impunité.

Cette déclaration est le fruit d'une volonté commune de mettre en réseau les femmes proches de disparu·e·s et les défenseur·e·s des droits humains, de partager des outils et des stratégies collectives, et d'inscrire leurs voix et leurs revendications dans les espaces nationaux et internationaux pertinents. Elle témoigne également de la détermination des membres de la FEMED d'adapter et de renforcer leurs modes d'action face aux contextes de répression.

Par la présente déclaration, nous affirmons que la lutte contre les disparitions forcées est indissociable de la lutte pour les droits des femmes. Cet acte collectif s'inscrit dans une quête d'un monde où la justice prévaut et où la dignité de toutes et de tous est respectée.

Déclaration euro-méditerranéenne sur l'impact des disparitions forcées sur les femmes

Assemblée des Femmes de la FEMED

Istanbul le 30 novembre 2025

I. Contexte

Dans l'ensemble de la région euro-méditerranéenne, les disparitions forcées demeurent l'une des violations les plus graves et les plus persistantes du droit international des droits humains. Elles s'inscrivent dans des contextes de répression politique, d'opérations de sécurité menées par l'État, de conflits armés internes, ou d'activités de groupes armés et para-étatiques, le tout sur fond d'impunité structurelle.

En Turquie, ces pratiques ont été particulièrement documentées à partir des années 1980. Les éléments documentés par les associations de familles de victimes, ayant notamment été portés devant la Cour européenne des droits de l'Homme et les mécanismes onusiens mettent en évidence : des arrestations opérées par des agents étatiques ou parapublics ; un refus systématique de reconnaître la privation de liberté ; l'absence d'enquêtes effectives ; des pressions, menaces et actes d'intimidation à l'encontre des familles. Ces éléments établissent l'existence d'un schéma récurrent, touchant de manière disproportionnée notamment les populations kurdes et affectant durablement leurs droits fondamentaux.

Cette situation, loin d'être isolée, s'observe dans d'autres pays et d'autres contextes de la région, où les disparitions forcées ont laissé des milliers de familles dans l'incertitude, le silence et le deuil suspendu.

II. Impact des disparitions forcées sur les femmes : une violence profondément genrée

Dans les pays de la région, les hommes constituent l'écrasante majorité des personnes disparues. Les femmes deviennent, par conséquent, les dépositaires directes de cette violence, subissant de multiples répercussions.

En effet, si les normes sociales assignent traditionnellement aux femmes la charge du soin, de la cohésion familiale et de la mémoire, la disparition forcée transforme ces responsabilités en un engagement public et politique. Les mères, épouses, sœurs, filles, tantes et grands-mère de disparus deviennent investigatrices de la lutte contre les disparitions forcées là où

l'État se tait ; porte-parole là où la justice s'efface ; mobilisatrices là où le reste de la société reste silencieuse ; actrices centrales de la documentation, des plaintes internationales et de la construction de la mémoire collective

Par ailleurs, les recherches menées, attestent que les femmes confrontées à la disparition d'un proche vivent une souffrance psychologique marquée par l'incertitude et le deuil impossible ainsi qu'une stigmatisation sociale, parfois renforcée par des normes patriarcales qui remettent en question leur respectabilité ou leur rôle familial et sont également sous le coup d'une vulnérabilité économique accrue, une insécurité, un climat de menace, d'intimidation et de re-victimisation. Aux violences liées à la disparition s'ajoutent des discriminations intersectionnelles liées à l'appartenance ethnique, au statut socio-économique, au lieu de résidence, à la migration, ou à d'autres formes d'exclusion. Notamment, les femmes kurdes de Turquie, déjà touchées par des formes multiples de marginalisation, sont particulièrement exposées à ces dynamiques.

CONSIDÉRANT QUE, les disparitions forcées dans la région euro-méditerranéenne constituent une violation grave et continue du droit international, touchant de manière différenciée et souvent exacerbée les femmes ;

CONSIDÉRANT QUE, les femmes (mères, épouses, sœurs, filles, tantes et grands-mères) jouent un rôle déterminant dans la recherche des personnes disparues, souvent au péril de leur sécurité ;

CONSIDÉRANT QUE, leur engagement les expose à des formes spécifiques de violence, notamment les menaces, la pénalisation, la stigmatisation et les violences fondées sur le genre ;

CONSIDÉRANT QUE, le vide juridique entourant le statut du disparu place les femmes dans une situation de vulnérabilité prolongée, sans accès effectif à leurs droits économiques, sociaux et familiaux ;

CONSIDÉRANT QUE, les femmes constituent des actrices essentielles des processus de vérité, de justice et de réparation, dont l'expérience et les revendications doivent être reconnues et intégrées dans les politiques publiques ;

CONSIDÉRANT QUE, les discriminations structurelles — notamment celles fondées sur l'ethnicité, la ruralité, la langue ou le statut socio-économique — aggravent leur marginalisation et entravent l'accès à la justice ;

CONSIDÉRANT QUE, la mobilisation des femmes représente un apport fondamental à la construction de la paix, à la préservation de la mémoire et à la consolidation d'une société démocratique ;

CONSIDÉRANT QUE, l'État, conformément à ses engagements internationaux, a l'obligation de garantir la prévention, la recherche, la vérité, la protection et la réparation, en accordant une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes.

La Fédération Euro-Méditerranéenne contre les Disparitions Forcées (FEMED) en représentation de ses associations membres, dans le cadre de l'Assemblée des femmes qui s'est tenue à Istanbul, les 29 et 30 novembre 2025, portant sur le rôle des femmes dans la lutte contre les disparitions forcées ainsi que sur l'impact genré de ce crime ;

Exige des États de la région,

I. Vérité et Justice

1. Établir un mécanisme indépendant de recherche et de vérité, doté d'un mandat clair, de pouvoirs d'enquête, et de ressources suffisantes, incluant systématiquement une perspective de genre.
2. Procéder à des enquêtes et poursuites effectives, afin d'identifier et judiciaireiser les auteurs et responsables.
3. Protéger l'intégrité des archives publiques, y compris celles des institutions policières, militaires et de renseignement et rendre effectif leur accès à toutes les parties prenantes à la recherche des disparus.
4. Protéger et mettre fin à la pénalisation des collectifs de femmes, des manifestations pacifiques et des actions de recherche, et garantir la liberté d'expression, d'information et de la presse.
5. Garantir un droit d'association effectif à toutes les associations de proches de disparus.
6. Garantir des enquêtes immédiates, impartiales et efficaces sur chaque cas de disparition forcée, incluant des protocoles sensibles au genre.
7. Garantir la participation des femmes dans tout processus d'identification des besoins, méthodes et priorités, et dans la construction de la paix.
8. Inclure le crime de disparition forcée dans les codes pénaux en tant que crime continu et imprescriptible.

9. Promulguer des lois spécifiques pour protéger les personnes migrantes, minorités ethniques, minorités sexuelles et de genre et autres groupes vulnérables contre les disparitions forcées.
10. Permettre l'ouverture des fosses communes, l'exhumation des corps conformément aux normes internationales et la mise en œuvre immédiate d'un programme indépendant d'identification.
11. Permettre la création d'une base de données ADN centrale pour permettre des correspondances génétiques lorsque des corps sont retrouvés.

II. Réparation

12. Établir des programmes de réparation sensible au genre; garantir la participation pleine et effective des femmes à toutes les étapes des politiques publiques, y compris aux postes décisionnels et de gouvernance, notamment des institutions juridiques et judiciaires.
13. Mettre en place des services spécialisés de soutien psychosocial et juridique, tenant compte des impacts spécifiques aux femmes.
14. Etablir des mécanismes d'indemnisation et de réparation pour les proches des disparus.
15. Garantir un accompagnement pour la résolution des démarches administratives bloquées telles que la succession, l'éducation des enfants, les différents droits sociaux, et l'accès aux biens familiaux et aux droits civiques.

III. Garanties de non-répétition, Dignité et Mémoire

16. Inclure la disparition forcée dans les politiques publiques de mémoire, en reconnaissant explicitement le rôle des femmes.
17. Documenter les disparitions en permettant une participation active des familles et des organisations.
18. Garantir la participation des femmes dans l'établissement des mécanismes de justice transitionnelle ainsi que leur représentation au sein de ses instances.
19. Mettre en œuvre des réformes structurelles dans les institutions étatiques afin d'empêcher la répétition des pratiques ayant permis les disparitions et la re-victimisation des femmes luttant contre les disparitions forcées.
20. Inclure un module sur les disparitions forcées dans les formations scolaires et universitaires.
21. Promouvoir la lutte contre les disparitions forcées comme un combat contre la destruction du tissu social.

22. Promouvoir une législation sur les archives, l'accès à l'information administrative et la protection des données conforme aux normes internationales.

IV. Prévention

17. Reconnaître publiquement l'existence des disparitions forcées, leur caractère systémique et leur impact différencié sur les femmes.
18. Adopter des mesures législatives et réglementaires garantissant l'interdiction absolue des disparitions forcées.
19. Ratifier en priorité la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution A/RES/57/199).
20. Former les forces de sécurité, les magistrats et les auxiliaires de la justice aux instruments et mécanismes internationaux en matière de prévention contre la disparition forcée, avec une attention particulière aux perspectives de genres.
21. Garantir la protection immédiate des femmes, notamment via des mécanismes d'alerte, d'accompagnement juridique et de sécurisation physique.
22. Créer un statut légal du disparu, permettant aux femmes d'exercer leurs droits fondamentaux, notamment économiques et sociaux, sans être contraintes de déclarer le décès de leurs proches.

V. Perspective de genre transversal

23. Intégrer systématiquement l'analyse et la perspective de genre dans toutes les politiques relatives aux disparitions forcées : prévention, documentation, recherche, enquêtes, réparations, mémoire.
24. Soutenir les réseaux et collectifs de femmes, en tant qu'actrices clés des transformations sociales, de la documentation et de la prévention des violations, tout en créant de nouveaux réseaux et groupes de travail entre associations féminines de lutte contre la disparitions forcées et associations féministes de développement des droits des femmes.

Istanbul le 30 novembre 2025